

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

11 OCTOBRE 1950.

PROJET DE LOI

portant approbation du Protocole, signé à Paris, le 10 mai 1948, modifiant la Convention concernant les Expositions Internationales, signée à Paris, le 22 novembre 1928 (1).

EXPOSE DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous voudrez bien vous rappeler que la Convention, signée à Paris, le 22 novembre 1928, a réglementé l'organisation des Expositions Internationales et a créé, pour veiller à l'application des règles qu'elle a édictées, un organisme spécial : le Bureau International des Expositions.

Les Gouvernements signataires de la Convention se sont montrés favorables à la fixation de règles régissant la participation aux Expositions Internationales et tendant à éviter la concurrence de manifestations simultanées.

C'est pourquoi, les délégués des Gouvernements signataires ont admis que le Bureau International userait très largement de son pouvoir réglementaire pour trancher les problèmes dont la Convention ne précisait pas la solution.

Cet organisme a pris l'initiative de préparer un projet de revision des articles 2, 3, 4 et 10 de la Convention.

Les textes proposés par le Bureau précité ont donné satisfaction aux Puissances qui ont dénoncé la Convention, à savoir l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Australie, le Canada, les Pays-Bas, la Tchécoslovaquie et l'U. R. S. S.

Vous voudrez bien trouver ci-dessous un texte portant d'un côté le nouveau libellé des articles modifiés et de l'autre l'ancien.

Ainsi que vous le remarquerez : L'article 2 interdit les pavillons nationaux pour les expositions spécialisées.

(1) *Moniteur* du 10 octobre 1931, p. 5790 et suivantes.

11 OCTOBER 1950.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het Protocol ondertekend te Parijs op 10 Mei 1948, houdende wijziging van het Verdrag, ondertekend te Parijs op 22 November 1928, betreffende de Internationale Tentoonstellingen (1).

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

U zult zich wellicht herinneren, dat het Verdrag ondertekend te Parijs op 22 November 1928, het inrichten van Internationale Tentoonstellingen heeft gereguleerd en, ten einde te waken over de toepassing der door gezegd Verdrag uitgevaardigde regelen, een speciaal organisme heeft opgericht, genaamd het Internationaal Bureau voor de Tentoonstellingen.

De Regeringen die het Verdrag ondertekenden, hebben zich uitgesproken voor het vaststellen van regelen waaraan de deelneming aan de Internationale Tentoonstellingen onderworpen is, en die er toe strekken de concurrentie van gelijktijdige manifestaties te vermijden.

De afgevaardigden der ondertekenende Regeringen hebben derhalve aangenomen, dat het Internationaal Bureau in zeer ruime mate gebruik zou maken van zijn reglementaire bevoegdheid om een beslissing te nemen ten aanzien van de vraagstukken waaraan de oplossing in het verdrag niet nader bepaald werd.

Dit organisme heeft het initiatief genomen een ontwerp van herziening der artikelen 2, 3, 4 en 10 van het Verdrag voor te bereiden.

De door voornoemd Bureau voorgestelde teksten hebben voldoening gegeven aan de Mogendheden die het Verdrag hebben opgezegd, met name, Spanje, Groot-Brittannië, Australië, Canada, Nederland, Tsjechoslowakije en de U. S. S. R.

Hierna vindt U een tekst met aan de ene kant de nieuwe bewoordingen der gewijzigde artikelen en aan de andere kant, de vroegere.

Zoals U het zult opmerken : verbiedt artikel 2 nationale paviljoenen voor de speciale tentoonstellingen.

(1) *Staatsblad* van 10 October 1931, blz. 5790 en volgende.

L'article 3 régleme la durée des expositions qui ont en principe une durée maximum de 6 mois. L'article 4 régleme la fréquence des expositions et divise le monde en 3 zones pour les délais dans lesquels un pays organisateur peut à nouveau réaliser une manifestation similaire.

L'article 10 régleme et modifie éventuellement l'élection du Directeur du Bureau International des Expositions. A présent ce Directeur doit, obligatoirement être d'une nationalité d'un pays adhérent à la Convention.

Nous ne croyons pas devoir insister sur la nécessité de voter cette proposition de loi, qui se justifie d'elle-même.

Le Ministre des Affaires Etrangères,
a. i.
Ministre du Commerce Extérieur,

Artikel 3 regelt de duur der tentoonstellingen, die in beginsel ten hoogste 6 maanden duren. Artikel 4 regelt de veelvuldigheid der tentoonstellingen en verdeelt de wereld in 3 zones met het oog op de termijnen binnen dewelke een organiserend land opnieuw een soortgelijke manifestatie mag op touw zetten.

Artikel 10 regelt en wijzigt eventueel de wijze van verkiezing van de Directeur van het Internationaal Bureau voor de tentoonstellingen. Deze Directeur moet thans de nationaliteit bezitten van een der bij het Verdrag aangesloten land.

Wij menen niet te moeten aandringen op de noodzakelijkheid dit wetsvoorstel, dat zichzelf rechtvaardigt, te stemmen.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
a. i.
Minister van Buitenlandse Handel,

J. MEURICE.

*Le Ministre des Affaires Economiques
et des Classes Moyennes,*

*De Minister van Economische Zaken
en Middenstand,*

A. COPPE.

Le Ministre du Commerce Extérieur,

De Minister van Buitenlandse Handel,

J. MEURICE.

(3)

NOUVEAUX TEXTES. — ANCIENS TEXTES.

NIEUWE TEKSTEN. — VROEGERE TEKSTEN.

NOUVEAUX TEXTES

des articles 2, 3, 4, 10 de la Convention du 22 novembre 1928 approuvée par le Conseil du B. I. E. dans sa XVII^{me} Session, le 11 juin 1946.

Art. 2. — Une exposition est générale lorsqu'elle comprend les produits de l'activité humaine appartenant à plusieurs branches de la production ou qu'elle est organisée en vue de faire ressortir l'ensemble des progrès réalisés dans un domaine déterminé, tel que l'hygiène, les Arts appliqués, le confort moderne, le développement colonial, etc...

Elle est spéciale quand elle n'intéresse qu'une seule technique appliquée (électricité, optique, chimie, etc.), une seule technique (textile, fonderie, arts graphiques, etc.), une seule matière première (cuirs et peaux, soie, nickel, etc.), un seul besoin élémentaire (chauffage, alimentation, transport, etc.), elle ne doit pas comporter de pavillons nationaux.

Il sera établi par les soins du bureau International prévu à l'article 10, une classification des Expositions qui servira de base pour déterminer les professions et les objets pouvant prendre place dans une exposition spéciale en vertu de l'alinéa précédent. Cette liste pourra être révisée tous les ans.

Art. 3. — Durée des expositions. — La durée des expositions internationales ne doit pas dépasser six mois. Cette durée est fixée au moment de l'enregistrement de l'exposition et elle ne pourra être prolongée dans la suite, par le Bureau, qu'en cas de force majeure résultant d'événements survenus au cours de l'exploitation tels qu'incendie, inondations, troubles sociaux, ayant eu pour effet de mettre l'exposition dans l'impossibilité soit d'ouvrir à la date officielle fixée, soit de fonctionner normalement dans le temps assigné à sa durée. L'appréciation d'une demande tendant à la prolongation et présentée par le pays organisateur de l'exposition est laissée au Bureau.

La prolongation accordée sera mesurée en fonction de la durée du non-fonctionnement de l'Exposition. Cette prolongation commencera à courir à partir de la date que le pays organisateur indiquera et qui, en aucun cas ne pourra être éloignée de plus de six mois de la date de fermeture de la dite exposition.

Art. 4. — Fréquence des expositions. — Les expositions générales sont rangées en deux catégories : Première catégorie. — Les expositions générales qui entraînent pour les pays invités l'obligation de construire des pavillons nationaux. Deuxième catégorie. — Les expositions générales qui ne laissent, à aucun pays invité, la faculté de construire un pavillon.

Pour l'organisation des expositions internationales, le monde est divisé en trois zones à savoir : la zone d'Europe, la zone des deux Amériques et la 3^{me} pour le reste du monde. Les pays dont le territoire s'étend sur deux zones doivent choisir celle dans laquelle ils entendent être classés.

Dans un même pays, il ne peut être organisé, au cours d'une période de 15 années, qu'une exposition générale de première catégorie; un intervalle de DIX années doit séparer deux expositions générales de toute catégorie.

Aucun pays contractant ne peut organiser de participation à une exposition générale de 1^{re} catégorie que dans

ANCIENS TEXTES.

191

Art. 2. — Une exposition est générale lorsqu'elle comprend les produits de l'activité humaine appartenant à plusieurs branches de la production ou qu'elle est organisée en vue de faire ressortir l'ensemble des progrès réalisés dans un domaine déterminé, tel que l'hygiène, les arts appliqués, le confort moderne, le développement colonial, etc.

Elle est spéciale quand elle n'intéresse qu'une seule science appliquée (électricité, optique, chimie, etc.), une seule technique (textile, fonderie, arts graphiques, etc.), une seule matière première (cuirs et peaux, soie, nickel, etc.), un seul besoin élémentaire (chauffage, alimentation, transport, etc.).

Il sera établi par les soins du Bureau International prévu à l'article 10, une classification des expositions qui servira de base pour déterminer les professions et les objets pouvant prendre place dans une exposition spéciale en vertu de l'alinéa précédent. Cette liste pourra être révisée tous les ans.

Art. 3. — La durée des expositions internationales ne doit pas dépasser six mois; néanmoins le Bureau international peut autoriser une exposition générale pour une durée supérieure, laquelle ne saurait, en aucun cas, dépasser douze mois.

Art. 4. — La fréquence des expositions internationales visées par la présente Convention est réglementée selon les principes suivants :

Les expositions générales sont rangées en deux catégories :

Première catégorie : les expositions générales qui entraînent pour les pays invités l'obligation de construire des pavillons nationaux;

Deuxième catégorie : les expositions générales qui n'entraînent pas pour les pays invités l'obligation précitée.

Dans un même pays, il ne peut être organisé, au cours d'une période de quinze années, plus d'une exposition générale de première catégorie; un intervalle de dix années doit séparer deux expositions générales de toute catégorie.

Aucun pays contractant ne peut organiser de participation à une exposition générale de première catégorie que dans le cas où cette exposition suivrait d'au moins six années l'exposition générale de première catégorie précédente. Il ne peut organiser de participation à une exposition générale de deuxième catégorie que si celle-ci est séparée de l'exposition générale qui l'a précédée par un

NIEUWE TEKSTEN

der artikelen 2, 3, 4, 10 van het Verdrag van 22 November 1928, goedgekeurd door de Raad van het I. B. T. tijdens zijn XVII^e zitting, op 11 Juni 1946.

Art. 2. — Een tentoonstelling is algemeen, wanneer zij omvat de voortbrengselen van de menselijke werkracht of vlijt, behorend tot verschillende takken van voortbrenging of indien zij is georganiseerd om de gezamenlijke vorderingen op een bepaald gebied, zoals hygiëne, toegepaste kunsten, het hedendaagse stoffelijk welzijn, koloniale ontwikkeling, enz. te doen uitkomen.

Een tentoonstelling is speciaal, indien zij slechts betrekking heeft op één enkele toegepaste wetenschap (electriciteit, optiek, scheikunde, enz.) één enkele techniek (textielindustrie, gieterij, grafische kunsten, enz.), één enkele grondstof (leer en huiden, zijde, nikkel, enz.), één enkele eerste levensbehoefte (verwarming, voeding, vervoer, enz.); zij mag geen nationale paviljoens bevatten.

Door de zorgen van het Internationale Bureau, voorzien bij artikel 10, zal een classificatie der tentoonstellingen worden gemaakt, die tot basis zal dienen ter vaststelling van de bedrijven en voorwerpen, welke krachtens de vorige alinea op een speciale tentoonstelling een plaats kunnen vinden. Deze lijst zal elk jaar kunnen worden herzien.

Art. 3. — De duur der tentoonstellingen. Internationale tentoonstellingen mogen niet langer duren dan zes maanden. Deze termijn wordt vastgesteld op het ogenblik dat de tentoonstelling wordt geregistreerd en kan later, door het Bureau, alleen worden verlengd in geval van overmacht voortvloeiende uit gebeurtenissen welke gedurende de exploitatie hebben plaatsgegrepen, zoals brand, overstroming, sociale onrust en welke oorzaak zijn geweest, dat de tentoonstelling niet op de officieel vastgestelde datum kon worden geopend of niet in de haar toegemeten tijd normaal kon functionneren. De beoordeling van een verzoek om verlenging, ingediend door het organiserende land, wordt overgelaten aan het Bureau. De verleende verlenging zal worden afgemeten naar de tijd gedurende welke de tentoonstelling niet heeft kunnen functionneren. Deze verlenging zal ingaan op de datum, welke het organiserende land heeft aangegeven en mag in geen geval meer dan 6 maanden na de sluitingsdatum van de bedoelde tentoonstelling vallen.

Art. 4. — Veelvuldigheid van tentoonstellingen. De Algemene Tentoonstellingen worden in twee categorieën verdeeld:

Eerste categorie: de algemene tentoonstellingen welke voor de uitgenodigde landen de verplichting medebrengen nationale paviljoens te bouwen.

Tweede categorie: de algemene tentoonstellingen waarvoor geen enkel uitgenodigd land een paviljoen mag bouwen.

Voor het organiseren van internationale tentoonstellingen wordt de wereld verdeeld in drie zones, nl. een voor Europa, een voor het Werelddeel Amerika en de derde voor de overige landen.

De landen welker grondgebied zich over twee zones uitstrekt, moeten kiezen in welke zone zij wensen te worden gerangschikt.

In een en hetzelfde land mag, in een tijdperk van 15 jaar slecht één algemene tentoonstelling van de eerste categorie worden georganiseerd; een tussentijd van TIEN jaar dient twee algemene tentoonstellingen van elke categorie te scheiden.

Een tot het verdrag toegetreden land kan slechts aan een algemene tentoonstelling van de eerste categorie deelnemen,

VROEGERE TEKSTEN.

Art. 2. — Een tentoonstelling is algemeen wanneer zij de voortbrengselen der menselijke bedrijvigheid behorend tot verschillende takken der voortbrengst omvat of wanneer zij is ingericht ten einde het geheel der vorderingen te doen uitkomen die op een bepaald gebied zoals de hygiëne, de toegepaste kunsten, het moderne confort, de koloniale ontwikkeling, enz., gemaakt werden.

Zij is speciaal wanneer zij slechts betrekking heeft op een enkele toegepaste wetenschap (electriciteit, optica, scheikunde, enz.), een enkele techniek (weefindustrie, gieterij, graphische kunsten, enz.), een enkele grondstof (huiden en vellen, zijde, nikkel, enz.), een enkele elementaire behoefte (verwarming, voeding, vervoer, enz.).

Door de zorgen van het Internationaal Bureau voorzien bij artikel 10 zal een classificatie van de tentoonstellingen worden gemaakt, welke als grondslag zal dienen om de beroepen en de voorwerpen te bepalen die opgenomen kunnen worden in een speciale tentoonstelling krachtens de voorgaande alinea. Deze lijst zal alle jaren herzien kunnen worden.

Art. 3. — De duur der internationale tentoonstellingen mag zes maanden niet overtreffen; nochtans kan het Internationaal Bureau een algemene tentoonstelling toelaten voor een langeren duur, welke in geen geval twaalf maanden zal mogen overtreffen.

Art. 4. — Het aantal der internationale tentoonstellingen door deze Overeenkomst bedoeld wordt naar de volgende beginselen geregeld:

De Algemene tentoonstellingen worden in twee categorieën gerangschikt:

Eerste categorie: de algemene tentoonstellingen die voor de uitgenodigde landen de verplichting met zich brengen om nationale paviljoenen op te richten;

Tweede categorie: de algemene tentoonstellingen die voor de uitgenodigde landen de bovengenoemde verplichting niet met zich brengen.

In een zelfde land mag er in den loop van een tijdperk van vijftien jaar niet meer dan ene algemene tentoonstelling der eerste categorie worden ingericht; een tussentijd van tien jaar moet twee algemene tentoonstellingen van elke categorie scheiden.

Geen verdragsluitend land mag de deelneming aan een algemene tentoonstelling van eerste categorie inrichten dan ingeval deze tentoonstelling minstens zes jaar na de voorgaande tentoonstelling van de eerste categorie zou gehouden worden. Het mag geen deelneming aan een algemene tentoonstelling van tweede categorie inrichten dan indien deze van de voorgaande tentoonstelling gescheiden is door

NOUVEAUX TEXTES.

le cas où cette exposition suivrait d'au moins six années l'Exposition générale de 1^{re} catégorie précédente dans la même zone ou d'au moins deux années dans n'importe quelle zone.

Il ne peut organiser de participation à une exposition générale de 2^{me} catégorie que si celle-ci est séparée de l'Exposition générale qui l'a précédée par un intervalle de deux ans dans la même zone et d'un an dans toute autre zone. Ces deux intervalles sont portés respectivement à QUATRE & DEUX ans lorsqu'il s'agit d'expositions de même nature.

Les délais prévus au paragraphe précédent sont appliqués sans qu'il y ait lieu de faire de distinction entre les expositions organisées par un pays adhérent ou non à la Convention.

Des expositions spéciales de même nature ne peuvent se tenir en même temps sur les territoires des pays contractants. Un délai de cinq ans est obligatoire pour qu'elles puissent se renouveler dans un même pays. Toutefois, le Bureau International des Expositions peut réduire exceptionnellement ce dernier délai jusqu'à un minimum de trois années, lorsqu'il estime que ce délai est justifié par l'évolution rapide de telle ou telle branche de la production. La même réduction de délai peut être accordée aux expositions qui se tiennent déjà traditionnellement dans certains pays à un intervalle inférieur à cinq années.

Des expositions spéciales de nature différente ne peuvent avoir lieu dans un même pays à moins de trois mois d'intervalle.

Les délais mentionnés dans le présent article ont pour point de départ la date d'ouverture effective de l'exposition.

Art. 10. — Election du Directeur. — Lorsque le poste de Directeur est vacant, le Conseil du Bureau International des Expositions élit à la majorité absolue, un Directeur d'une nationalité d'un pays adhérent à la Convention. Le Directeur est nommé pour un nombre d'années déterminé par le Règlement intérieur. Sa rémunération est fixée par le Conseil sur la proposition de la Commission du budget.

ANCIENS TEXTES.

intervalle de deux ans. Cet intervalle est porté à quatre ans lorsqu'il s'agit d'expositions de même nature.

Les délais prévus au paragraphe précédent sont appliqués sans qu'il y ait lieu de faire de distinction entre les expositions organisées par un pays adhérent ou non à la Convention.

Des expositions spéciales de même nature ne peuvent se tenir en même temps sur les territoires des pays contractants. Un délai de cinq ans est obligatoire pour qu'elles puissent se renouveler dans un même pays. Toutefois, le Bureau international peut réduire exceptionnellement ce dernier délai jusqu'à un minimum de trois années, lorsqu'il estime que ce délai est justifié par l'évolution rapide de telle ou telle branche de la production. La même réduction de délai peut être accordée aux expositions qui se tiennent déjà traditionnellement dans certains pays à un intervalle inférieur à cinq années.

Des expositions spéciales de nature différente ne peuvent avoir lieu dans un même pays à moins de trois mois d'intervalle.

Les délais mentionnés dans le présent article ont pour point de départ la date d'ouverture de l'exposition.

Art. 10. — Il est institué un bureau international des Expositions chargé de veiller à l'application de la Convention. Ce Bureau comprend un Conseil d'administration assisté d'une Commission de classification, et un Directeur dont la nomination et les attributions sont fixées par le règlement prévu à l'article suivant.

La première réunion du Conseil d'administration du Bureau International sera convoquée à Paris par le Gouvernement de la République française dans l'année qui suivra la mise en vigueur de la Convention. Au cours de cette réunion le Conseil fixera le siège du Bureau international (1) et élira le Directeur.

(1) Le Conseil d'Administration du Bureau International dans sa séance du 19 janvier 1931 a décidé que le Bureau International aurait son siège à Paris.

NIEUWE TEKSTEN.

indien deze tentoonstelling tenminste zes jaar na de voorafgaande algemene tentoonstelling van deze categorie in dezelfde zone volgt, of tenminste twee jaar na die in enige andere zone.

Een tot het verdrag toegetreden land kan slechts aan een algemene tentoonstelling van de tweede categorie deelnemen, indien deze tentoonstelling twee jaar na de voorafgaande algemene tentoonstelling in dezelfde zone valt en één jaar na die in enige andere zone.

Deze twee termijnen worden onderscheidenlijk op VIER en TWEE jaar gebracht, wanneer het gelijksoortige tentoonstellingen betreft.

De termijnen, in de vorige paragraaf voorzien, zijn van toepassing zonder dat er aanleiding is onderscheid te maken tussen tentoonstellingen, georganiseerd door een al dan niet tot het verdrag toegetreden land.

Speciale tentoonstellingen van dezelfde aard mogen niet tegelijkertijd worden gehouden op het grondgebied van de verdragsluitende partijen.

Een termijn van vijf jaar is verplicht voor zij in een en hetzelfde land weder kunnen plaats vinden. Evenwel kan het Internationale Bureau van Tentoonstellingen deze laatste termijn bij uitzondering terugbrengen tot een minimum van drie jaar, indien het van oordeel is, dat deze termijn wordt gerechtvaardigd door de snelle ontwikkeling van deze of gene productietak. Dezelfde termijnsvermindering kan worden toegestaan aan tentoonstellingen, welke in sommige landen reeds plegen te worden gehouden met een tussenpoos van minder dan vijf jaar.

Speciale tentoonstellingen van verschillende aard mogen in één en hetzelfde land niet plaats hebben met een tussenpoos van minder dan drie maanden.

De in dit artikel genoemde termijnen gaan in op de werkelijke openingsdatum van de tentoonstelling.

Art. 10. — Verkiezing van de Directeur. Wanneer de post van directeur vacant is, benoemt de Raad van het Internationale Bureau van Tentoonstellingen, met absolute meerderheid van stemmen, een directeur, die de nationaliteit bezit van een der bij het verdrag aangesloten landen. De directeur wordt benoemd voor een aantal jaren, dat bepaald wordt door het huishoudelijk reglement. Zijn beloning wordt bepaald door de Raad op voorstel van de Begrotingscommissie.

VROEGERE TEKSTEN.

een tussentijd van twee jaar. Deze tussentijd wordt op vier jaar gebracht wanneer het gaat om tentoonstellingen van denzelfden aard.

De termijnen in de vorige paragraaf voorzien worden toegepast zonder dat onderscheid dient te worden gemaakt tussen de tentoonstellingen door een al dan niet tot de Overeenkomst toetredend land ingericht.

Speciale tentoonstellingen van denzelfden aard mogen niet terzelfder tijd op de grondgebieden der verdragsluitende landen worden gehouden. Een termijn van vijf jaar is verplichtend vooraleer zij opnieuw in een zelfde land kunnen gehouden worden. Echter kan het Internationaal Bureau deze laatste termijn bij uitzondering terug brengen tot een minimum van drie jaar, wanneer het oordeelt dat de termijn gerechtvaardigd is door de vlugge evolutie van deze of gene tak der voortbrengst. Dezelfde vermindering van tijd kan worden toegestaan voor de tentoonstellingen die reeds traditioneel in zekere landen gehouden worden met een tussentijd van minder dan vijf jaar.

Speciale tentoonstellingen van verschillende aard mogen in een zelfde land slechts gehouden worden met een tussentijd van minstens drie maanden.

De in dit artikel vermelde termijnen hebben als uitgangspunt de openingsdatum der tentoonstelling.

Art. 10. — Er wordt een Internationaal Bureau der Tentoonstellingen opgericht dat in opdracht heeft over de toepassing der Overeenkomst te waken. Dit Bureau omvat een Beheerraad bijgestaan door een Classificatie-Commissie en een Bestuurder wiens benoeming en bevoegdheden vastgesteld worden door het reglement in het volgend artikel voorzien. De eerste vergadering van de Beheerraad van het Internationaal Bureau zal te Parijs worden bijeengeroepen door de Regering der Franse Republiek in het jaar volgend op de inwerkingstelling van de Overeenkomst. Tijdens deze vergadering zal de Raad de zetel van het Internationaal Bureau vaststellen (1) en de Bestuurder verkiezen.

(1) De Bestuursraad van het Internationaal Bureau heeft in zijn vergadering van 19 Januari 1931 besloten dat het Internationaal Bureau zijn zetel te Parijs zou hebben.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 15 juillet 1950, d'une demande d'avis sur un projet de loi portant approbation du protocole, signé à Paris, le 10 mai 1948, modifiant la convention concernant les expositions internationales, signée à Paris, le 22 novembre 1928, ainsi qu'il a été modifié le 2 août 1950, a donné en sa séance du 2 août 1950 l'avis suivant :

Le projet ne soulève pas d'observations.

Etaient présents :

Messieurs : F. Lepage, conseiller d'Etat, président;
D. Declaire et J. Coyette, conseillers d'Etat;
E. Van Dievoet et J. Vauthier, assesseurs de la section de législation;
J. Sarot, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. Lepage.

Le Greffier,

(s.) J. SAROT.

Le Président,

(s.) F. LEPAGE.

Pour expédition délivrée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Le 8 août 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

K. MEES.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste vacatiekamer, de 15^e Juli 1950 door de Minister van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet houdende goedkeuring van het protocol, ondertekend de 10^e Mei 1948, te Parijs, tot wijziging van de overeenkomst betreffende de internationale tentoonstellingen, ondertekend de 22^e November 1928, te Parijs, zoals het 2 Augustus 1950 werd gewijzigd, heeft op de zitting van 2 Augustus 1950 het volgend advies gegeven :

Bij het ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

Waren aanwezig :

De Heren : F. Lepage, raadsheer van State, voorzitter;
D. Declaire en J. Coyette, raadsheren van State;
E. Van Dievoet en J. Vauthier, bijzitters van de afdeling wetgeving;
J. Sarot, adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. Lepage.

De Griffier,

(w. g.) J. SAROT.

De Voorzitter,

(w. g.) F. LEPAGE.

Voor uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.

De 8^e Augustus 1950.

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.

PROJET DE LOI

BAUDOUIN,

Prince Royal,

exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères, de Notre Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes et de Notre Ministre du Commerce Extérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères, Notre Ministre des Affaires Economiques et des Classes Moyennes et Notre Ministre du Commerce Extérieur sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres Législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article unique.

Le Protocole, signé à Paris, le 10 mai 1948, modifiant la Convention concernant les expositions internationales, signée à Paris, le 22 novembre 1928, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 25 septembre 1950.

BAUDOUIN.

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre des Affaires Etrangères,
a. i.
Ministre du Commerce Extérieur,

J. MEURICE.

Le Ministre des Affaires Economiques
et des Classes Moyennes,

A. COPPE.

Le Ministre du Commerce Extérieur,

J. MEURICE.

WETSONTWERP

BOUDEWIJN,

Koninklijke Prins,

die de Grondwettelijke macht van de Koning uitoefent.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Economische Zaken en Middenstand, en van Onze Minister van Buitenlandse Handel,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Economische Zaken en Middenstand en Onze Minister van Buitenlandse Handel zijn gelast, in Onze naam, bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de inhoud volgt :

Enig artikel.

Het Protocol, ondertekend de 10^e Mei 1948, te Parijs, tot wijziging van de Overeenkomst betreffende de internationale tentoonstellingen, ondertekend de 22^e November 1928, te Parijs, zal volkomen uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, 25 September 1950.

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
a. i.
Minister van Buitenlandse Handel,

De Minister van Economische Zaken
en Middenstand,

De Minister van Buitenlandse Handel,

PROTOCOLE

portant modification de la Convention,
signée à Paris, le 22 novembre 1928,
concernant les expositions internationales,
signé à Paris, le 10 mai 1948.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements énumérés ci-après, se sont réunis en Conférence à Paris le 10 mai 1948 et sont convenus d'un commun accord et sous réserve de ratification des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 2, 3 et 4 de la Convention du 22 novembre 1928 sont abrogés et remplacés par les articles suivants :

Article 2.

Une Exposition est générale lorsqu'elle comprend les produits de l'activité humaine appartenant à plusieurs branches de la production ou qu'elle est organisée en vue de faire ressortir l'ensemble des progrès réalisés dans un domaine déterminé, tel que l'hygiène, les arts appliqués, le confort moderne, le développement colonial, etc...

Elle est spéciale quand elle n'intéresse qu'une seule technique appliquée (électricité, optique, chimie, etc...), une seule technique (textile, fonderie, arts graphiques, etc...), une seule matière première (cuirs et peaux, soie, nickel, etc...), un seul besoin élémentaire (chauffage, alimentation, transports, etc...); elle ne doit pas comporter de pavillons nationaux.

Il sera établi par les soins du Bureau International prévu à l'article 10, une classification des Expositions qui servira de base pour déterminer les professions et les objets pouvant prendre place dans une exposition spéciale en vertu de l'alinéa précédent. Cette liste pourra être révisée tous les ans.

Article 3.

Durée des Expositions.

La durée des Expositions Internationales ne doit pas dépasser six mois. Cette durée est fixée au moment de l'enregistrement de l'Exposition et elle ne pourra être prolongée dans la suite, par le Bureau, qu'en cas de force majeure résultant d'événements survenus au cours de l'exploitation, tels qu'incendies, inondations, troubles sociaux, ayant eu pour effet de mettre l'Exposition dans l'impossibilité soit d'ouvrir à la date officielle fixée, soit de fonctionner normalement dans le temps assigné à sa durée. L'appréciation d'une demande tendant à la prolongation et présentée par le pays organisateur de l'Exposition est laissée au Bureau.

La prolongation accordée sera mesurée en fonction de la durée du non-fonctionnement de l'Exposition. Cette prolongation commencera à courir à partir de la date que le pays organisateur indiquera et qui, en aucun cas, ne pourra être éloignée de plus de six mois de la date de fermeture de ladite Exposition.

Article 4.

Fréquence des Expositions.

La fréquence des Expositions Internationales visées par la présente Convention est réglementée selon les principes suivants :

PROTOCOL

houdende wijziging van het Verdrag,
ondertekend te Parijs, op 22 November 1928,
betreffende de internationale tentoonstellingen,
ondertekend te Parijs, op 10 Mei 1948.

De ondergetekenden, gevolmachtigden van de hierna genoemde regeringen, zijn op 10 Mei 1948 te Parijs bijeengekomen en zijn, eenstemmig en onder voorbehoud van bekrachtiging, de volgende bepalingen overeengekomen :

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 2, 3 en 4 van het Verdrag van 22 November 1928 komen te vervallen en worden vervangen door de volgende artikelen :

Artikel 2.

Een tentoonstelling is algemeen, wanneer zij omvat de voortbrengselen van de menselijke werkkraft of vlijt, behorend tot verschillende takken van voortbrenging of indien zij is georganiseerd om de gezamenlijke vorderingen op een bepaald gebied, zoals hygiëne, toegepaste kunsten, het hedendaagse stoffelijk welzijn, koloniale ontwikkeling, enz. te doen uitkomen.

Een tentoonstelling is speciaal, indien zij slechts betrekking heeft op één enkele toegepaste wetenschap (electriciteit, optiek, scheikunde, enz.); één enkele techniek (textiel-industrie, gieterij, grafische kunsten, enz.); één enkele grondstof (leer en huiden, zijde, nikkel, enz.); één enkele eerste levensbehoefte (verwarming, voeding, vervoer, enz.); zij mag geen nationale paviljoens bevatten.

Door de zorgen van het Internationale Bureau, voorzien bij artikel 10, zal een classificatie der tentoonstellingen worden gemaakt, die tot basis zal dienen ter vaststelling van de bedrijven en voorwerpen, welke krachtens de vorige alinea op een speciale tentoonstelling een plaats kunnen vinden. Deze lijst zal elk jaar kunnen worden herzien.

Artikel 3.

Duur der tentoonstellingen.

Internationale tentoonstellingen mogen niet langer duren dan zes maanden. Deze termijn wordt vastgesteld op het ogenblik, dat de tentoonstelling wordt geregistreerd en kan later, door het Bureau, alleen worden verlengd in geval van overmacht voortvloeiende uit gebeurtenissen welke gedurende de exploitatie hebben plaatsgegrepen, zoals brand, overstroming, sociale onrust en welke oorzaak zijn geweest, dat de tentoonstelling niet op de officieel vastgestelde datum kon worden geopend of niet in de haar toegemeten tijd normaal kon functionneren. De beoordeling van een verzoek om verlenging, ingediend door het organiserende land, wordt overgelaten aan het Bureau.

De verleende verlenging zal worden afgemeten naar de tijd gedurende welke de tentoonstelling niet heeft kunnen functionneren. Deze verlenging zal ingaan op de datum, welke het organiserende land heeft aangegeven en mag in geen geval meer dan 6 maanden na de sluitingsdatum van de bedoelde tentoonstelling vallen.

Artikel 4.

Veelvuldigheid van tentoonstellingen.

De veelvuldigheid van internationale tentoonstellingen, bedoeld in dit verdrag, wordt geregeld volgens de hieronder volgende beginselen :

Les Expositions générales sont rangées en deux catégories :

Première catégorie : Les Expositions générales qui entraînent pour les pays invités l'obligation de construire des pavillons nationaux;

Deuxième catégorie : Les Expositions générales qui ne laissent à aucun pays invité la faculté de construire un pavillon.

Pour l'Organisation des Expositions Internationales le monde est divisé en trois zones, à savoir : la zone d'Europe, la zone des deux Amériques et la troisième pour le reste du monde. Les pays dont le territoire s'étend sur deux zones doivent choisir celle dans laquelle ils entendent être classés.

Dans un même pays, il ne peut être organisé, au cours d'une période de 15 années, qu'une Exposition générale de première catégorie, un intervalle de 10 années doit séparer deux Expositions générales de toute catégorie.

Aucun pays contractant ne peut organiser de participation à une Exposition générale de première catégorie que dans le cas où cette Exposition suivrait, d'au moins six années, l'Exposition générale de première catégorie précédente dans la même zone ou d'au moins deux années dans n'importe quelle zone. Il ne peut organiser de participation à une Exposition générale de deuxième catégorie que si celle-ci est séparée de l'Exposition générale qui l'a précédée par un intervalle de deux ans dans la même zone et d'un an dans toute autre zone. Ces deux intervalles sont portés respectivement à quatre et deux ans lorsqu'il s'agit d'Expositions de même nature.

Les délais prévus au paragraphe précédent sont appliqués sans qu'il y ait lieu de faire de distinctions entre les Expositions organisées par un pays adhérent ou non à la Convention.

Des Expositions spéciales de même nature ne peuvent se tenir en même temps sur les territoires des pays contractants. Un délai de cinq ans est obligatoire pour qu'elles puissent se renouveler dans un même pays. Toutefois, le Bureau International des Expositions peut réduire exceptionnellement ce dernier délai jusqu'à un minimum de trois années, lorsqu'il estime que ce délai est justifié par l'évolution rapide de telle ou telle branche de la production. La même réduction de délai peut être accordée aux Expositions qui se tiennent déjà traditionnellement dans certains pays à un intervalle inférieur à cinq années.

Des Expositions spéciales de nature différente ne peuvent avoir lieu dans un même pays à moins de trois mois d'intervalle.

Les délais mentionnés dans le présent article ont pour point de départ la date d'ouverture effective de l'Exposition.

ARTICLE 2.

Article 10.

L'article 10 de la Convention du 22 novembre 1928 est complété par la disposition suivante :

« Lorsque le poste de Directeur est vacant, le Conseil du Bureau International des Expositions élit à la majorité absolue, un Directeur d'une nationalité d'un pays adhérent à la Convention. Le Directeur est nommé pour un nombre d'années déterminé par le Règlement intérieur. Sa rémunération est fixée par le Conseil sur la proposition de la Commission du Budget ».

De Algemene Tentoonstellingen worden in twee categorieën verdeeld :

Eerste categorie : de algemene tentoonstellingen welke voor de uitgenodigde landen de verplichting medebrengen nationale paviljoens te bouwen.

Tweede categorie : de algemene tentoonstellingen waarvoor geen enkel uitgenodigd land een paviljoen mag bouwen.

Voor het organiseren van internationale tentoonstellingen wordt de wereld verdeeld in drie zones, nl. een voor Europa, een voor het Werelddeel Amerika en de derde voor de overige landen.

De landen welker grondgebied zich over twee zones uitstrekt, moeten kiezen in welke zone zij wensen te worden gerangschikt.

In een en hetzelfde land mag, in een tijdperk van 15 jaar, slechts één algemene tentoonstelling van de eerste categorie worden georganiseerd; een tussentijd van tien jaar dient twee algemene tentoonstellingen van elke categorie te scheiden.

Een tot het verdrag toegetreden land kan slechts aan een algemene tentoonstelling van de eerste categorie deelnemen, indien deze tentoonstelling tenminste zes jaar na de voorafgaande algemene tentoonstelling van deze categorie in dezelfde zone volgt, of tenminste twee jaar na die in enige andere zone.

Een tot het verdrag toegetreden land kan slechts aan een algemene tentoonstelling van de tweede categorie deelnemen, indien deze tentoonstelling twee jaar na de voorafgaande algemene tentoonstelling in dezelfde zone valt en één jaar na die in enige andere zone.

Deze twee termijnen worden onderscheidenlijk op vier en twee jaar gebracht, wanneer het gelijksoortige tentoonstellingen betreft.

De termijnen, in de vorige paragraaf voorzien, zijn van toepassing zonder dat er aanleiding is onderscheid te maken tussen tentoonstellingen, georganiseerd door een al dan niet tot het verdrag toegetreden land.

Speciale tentoonstellingen van dezelfde aard moeten niet tegelijkertijd worden gehouden op het grondgebied van de verdragsluitende partijen.

Een termijn van vijf jaar is verplicht voor zij in een en hetzelfde land weder kunnen plaats vinden. Evenwel kan het Internationale Bureau van Tentoonstellingen deze laatste termijn bij uitzondering terugbrengen tot een minimum van drie jaar, indien het van oordeel is, dat deze termijn wordt gerechtvaardigd door de snelle ontwikkeling van deze of gene productietak. Dezelfde termijnsvermindering kan worden toegestaan aan tentoonstellingen, welke in sommige landen reeds plegen te worden gehouden met een tussenpoos van minder dan vijf jaar.

Speciale tentoonstellingen van verschillende aard mogen in één en hetzelfde land niet plaats hebben met een tussenpoos van minder dan drie maanden.

De in dit artikel genoemde termijnen gaan in op de werkelijke openingsdatum van de tentoonstelling.

ARTIKEL 2.

Artikel 10.

Artikel 10 van het Verdrag van 22 November 1928 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

Wanneer de post van directeur vacant is, benoemt de Raad van het Internationale Bureau van Tentoonstellingen, met absolute meerderheid van stemmen, een directeur, die de nationaliteit bezit van een der bij het Verdrag aangesloten landen. De directeur wordt benoemd voor een aantal jaren, dat bepaald wordt door het huishoudelijk reglement. Zijn beloning wordt bepaald door de Raad op voorstel van de Begrotingscommissie.

ARTICLE 3.

Tout Etat pourra adhérer au présent Protocole en notifiant par écrit et par la voie diplomatique, au Gouvernement français, son adhésion qui sera déposée dans les archives de celui-ci.

Toute accession nouvelle à la Convention du 22 novembre 1928 entraînera de plein droit l'adhésion au présent Protocole.

Le Gouvernement français transmettra immédiatement aux Gouvernements signataires et adhérents et au Président du Bureau International des Expositions la copie certifiée conforme de la notification en indiquant la date à laquelle elle a été reçue.

ARTICLE 4.

Le présent Protocole sera ratifié. Chaque Puissance adressera, dans le plus court délai possible, sa ratification au Gouvernement français qui en donnera avis aux autres signataires. Le présent Protocole entrera en vigueur pour chaque pays signataire le jour même du dépôt de son acte de ratification.

Fait à Paris, le 10 mai 1948.

France :

Léon BARETY.
Marcel RIVES.

Suède :

Kjell STROMBERG.

Suisse :

Bernard BARBEY.

Maroc :

Olivier MARIN

Italie :

QUARONI.

Belgique :

GUILLAUME.

Danemark :

HOFFMEYER.

Grèce :

Raphaël RAPHAEL.
N. FOTOPOULO.

Norvège :

Bugge MAHRT.

Finlande :

Johan HELO.

Liban :

Ahmed DAOUK.

Haïti :

Placide DAVID.

Portugal :

Augusto POTIER.

Grande-Bretagne :

Sir Oliver HARVEY.

ARTIKEL 3.

Elke Staat kan toetreden tot dit Protocol door schriftelijk en langs diplomatieke weg aan de Franse Regering kennis te geven van deze toetreding, welke kennisgeving in de archieven van deze Regering zal worden nedergelegd.

Elke nieuwe toetreding tot het Verdrag van 22 November 1928 betekent van rechtswege toetreding tot dit Protocol.

De Franse Regering zal onmiddellijk een voor eensluidend gewaarmerkte copie van deze mededeling doen toekomen aan de ondertekenende en toegetreden Regeringen, benevens aan de President van het Internationale Bureau van Tentoonstellingen; zij zal tevens de daum vermelden waarop deze mededeling is ontvangen.

ARTIKEL 4.

Dit Protocol zal bekrachtigd worden. Elke mogendheid zal, zo spoedig mogelijk, haar bekrachtiging aan de Franse Regering doen toekomen, welke hiervan bericht zal zenden aan de overige ondertekenaars. Dit Protocol zal voor elk land, dat het ondertekent, van kracht worden op de dag, dat zijn akte van bekrachtiging wordt nedergelegd.

Gedaan te Parijs, de 10 Mei 1948.

Frankrijk :

Léon BARETY.
Marcel RIVES.

Zweden :

Kjell STROMBERG.

Zwitserland :

Bernard BARBEY.

Marokko :

Olivier MARIN

Italië :

QUARONI.

België :

GUILLAUME.

Denemarken :

HOFFMEYER.

Griekenland :

Raphaël RAPHAEL.
N. FOTOPOULO.

Noorwegen :

Bugge MAHRT.

Finland :

Johan HELO.

Libanon :

Ahmed DAOUK.

Haïti :

Placide DAVID.

Portugal :

Augusto POTIER.

Groot-Brittannië :

Sir Oliver HARVEY.